



Conseil de sécurité

Distr. générale
14 avril 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 13 avril 2021, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

En ma qualité de Président du Conseil de sécurité, je vous fais tenir ci-joint une lettre datée du 9 avril 2021 (voir annexe), adressée par la Présidente du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés créé par la résolution du Conseil [1612 \(2005\)](#), qui reprend les conclusions que le Groupe de travail a adoptées le 1^{er} décembre 2020 ([S/AC.51/2020/8](#)).

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) **Dang Dinh Quy**



Annexe

Le 27 juillet 2020, le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés a examiné en visioconférence privée le deuxième rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigéria (S/2020/652), qui porte sur la période allant de janvier 2017 à décembre 2019 et a été présenté par votre Représentante spéciale pour la question des enfants et des conflits armés. Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies a également pris la parole devant le Groupe de travail. Le Groupe de travail a adopté ses conclusions sur la question des enfants et du conflit armé au Nigéria le 1^{er} décembre 2020 (S/AC.51/2020/8).

Comme suite aux recommandations formulées par le Groupe de travail, et sous réserve et en application des dispositions du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011), 2068 (2012), 2143 (2014), 2225 (2015) et 2427 (2018), je suis chargée, en ma qualité de Présidente du Groupe de travail :

- a) de vous prier de continuer de veiller à l'efficacité du mécanisme de surveillance et de communication de l'information relative aux enfants en situation de conflit armé au Nigéria ;
- b) de vous prier de faire en sorte que l'équipe spéciale de surveillance et d'information poursuive ses travaux et activités de sensibilisation en vue de la libération et de la réintégration des enfants associés aux groupes et forces armés, et de poursuivre le dialogue engagé avec la Force civile mixte pour que son plan d'action soit pleinement appliqué et que soit facilitée la libération de tout enfant qui lui est encore associé ;
- c) de prendre note des conséquences néfastes qu'entraîne le conflit sur les enfants dans des régions des pays limitrophes du nord-est du Nigéria et de vous inviter à rendre compte des faits survenus à cet égard, en tant que de besoin, dans les rapports que vous établissez périodiquement, afin de donner une image plus précise de la situation des enfants touchés par le conflit.

La Présidente du Groupe de travail
sur les enfants et les conflits armés
(Signé) Mona Juul